

MOHAMED BEN AHMED DIT COMMANDANT MOUSSA

Une figure oranaise, une figure nationale

(2^e partie et fin)

Par Benamar Medi ne (*)

L'ordonnance du 7 mars 1944 va justement révéler la complexité des formes de manifestations des rapports de force qui, loin de se polariser autour des deux termes du binôme colonisateur-colonisé, va constamment se déplacer et s'entrecroiser dans les champs politiques colonial et national. Le premier effet de cette ordonnance est celui d'ouvrir une perspective légale aux formations politiques algériennes, qui, maintenant reconnues, entrent en compétition avec la puissance coloniale centrale. C'est là que se niche l'illusion. En effet, cette compétition ne s'exerce pas terme à terme, projet contre projet dans l'arbitrage des urnes. Elle se heurte d'abord à la présence de la population coloniale et à ses appareils de coercition qu'elle contrôle en exclusivité pour détourner toute revendication nationaliste, la vider de son contenu ou tout simplement pour la nier en la réprimant physiquement.

En outre, cette confrontation n'évacue pas celle qui existe entre les différentes organisations algériennes qui se structurent au lendemain du congrès des AML. Mais avec l'illusion, il y a aussi un aspect positif jusque-là inconnu et inimaginable. Plus d'un million d'Algériens investissent le terrain des luttes politiques en participant à la cascade d'élections organisées après 1945. Même partielle, même truquée, dit M. Ben Ahmed, la pratique politique démocratique prend position dans le paysage social algérien. Le troisième type d'illusion est généré par l'ordonnance de 1944, que M. Ben Ahmed voit comme étant l'autre versant de la reconnaissance de la légalité des partis politiques algériens. La légalité permet d'infléchir, de contrôler et de quadriller, précisément au nom du droit et de son prolongement la répression. Les pratiques de ces organisations.

En bref, ce dispositif politico-juridique, véritable écran idéologique attractif, alimente l'espoir d'une ouverture démocratique qui, peu ou prou, va piéger chacune des directions des partis nationaux. Comment ces derniers vont se positionner, maintenant que le congrès des AML a souligné les clivages et disqualifié le discours de F. Abbas et celui des réformistes et projeté en avant-scène Messali Hadj ? Bien qu'ayant abandonné le principe de l'assimilation, le programme de Abbas reste oblitéré et entravé par la position sociale et la formation intellectuelle du personnage. Les références culturelles, sa culture politique notamment, lui font refuser le populisme, l'exaltation du sentiment national, l'égalitarisme social et l'activisme militant radical. Mohamed Ben Ahmed prend bonne note du discours de modération, de modernité et de libéralisme de Ferhat Abbas. Il y adhère totalement. Mais il est enfant de Lamur, quartier pauvre représentatif d'une Algérie plébéenne, paupérisée, à la culture érodée et carencée. L'intelligentsia algérienne est numériquement faible et se positionne sur les différentes formations politiques. Elle n'arrive pas à cristalliser, à reproduire et à diffuser une culture suffisamment ample pour relever la conscience populaire au niveau des luttes politiques actuelles et à opposer un discours intellectuel à la culture coloniale. Les trois versions du réformisme algérien : celle politico-juri-

dique et libérale de F. Abbas, celle, totalitaire et religieuse des ulémas et celle sociale, des communistes apparaissent comme appuyées sur des couches urbaines relativement autonomisées mais totalement décentrées du pays profond.

C'est ce décalage qui pose problème à M. Ben Ahmed qu'il voit comme une réduction de l'Algérie et du nationalisme en général aux états-majors politiques urbains.

Il récusé et refuse le discours populiste du PPA dont le dédoublement en MTLD augure pourtant une nouvelle vision du politique en acceptant la légalité et la compétition électorales. Tout en persévérant dans le travail clandestin avec notamment la création de l'OS que Belouizdad, puis Aït Ahmed et Ben Bella dirigeront successivement. L'UDMA lui paraît plus cohérente de par sa composition humaine faite de professeurs, de médecins, d'avocats, de négociants, de fonctionnaires, plus libérale, moderniste et démocratique dans son discours et dans son fonctionnement que le MTLD.

Les ulémas qui occupaient le terrain au début des années 1940, gardent à leur mouvement son caractère associatif de nature culturelle et religieuse.

Les élections qui se succèdent avec leur lot de truquage n'entraînent pas une dynamique d'union mais seulement des compromis et des calculs qui déloquent le travail politique de ses intentions essentielles vers le carriérisme individuel ou strictement partisan.

F. Abbas est contraint à ces compromis avec le gouverneur général. Léonard, en négociant avec lui les sièges à assurer à l'UDMA. En 1952, Mohamed Ben Ahmed adhère au MTLD et se présente aux élections municipales de 1953 en seconde position derrière son ami Souiyah, membre du comité central. L'objectif était de battre le D Sid Kara, candidat de l'administration coloniale. C'est l'année de la déléguence de tous les partis politiques algériens affirme M. Ben Ahmed comme pour souligner la justesse de ses analyses précédentes.

La preuve en est donnée par le résultat de ces élections municipales qui aboutissent à la victoire du PCA devant l'UDMA qui a mystérieusement présenté le socialiste Saâdoun en tête de liste. Au second tour le MTLD fait union avec le PCA au grand scandale de l'UDMA. Le PCA accepte que Souiyah — après le refus de M. Ben Ahmed d'être le candidat trait d'union — soit tête de liste, alors que Fodil son candidat avait obtenu un meilleur score. L'administration intervient au second tour, en faisant triompher la liste Sid Kara qui avait obtenu 600 voix au premier tour.

La logique légaliste venait de démontrer son caractère d'imposteur et son incapacité à s'appliquer dans une société où l'inégalité est son principe d'existence. Le MTLD entre dans un processus de crise aggravée par le démantèlement de l'OS et l'arrestation ou l'exil de ses dirigeants et principaux militants.

MOHAMED BEN AHMED DEVIENT LE COMMANDANT MOUSSA :

Mohamed Ben Ahmed est une figure singulière dans la mesure où cet homme ne déplore pas ses activités politiques en fonction d'un plan de carrière. A aucun moment entre 1940 et 1954, il n'occupe un poste de responsabilité politique de niveau national. Il n'est pas non plus ce

qu'on peut appeler un militant de base ou un mécène politique. Il est solidement positionné dans la ville, il a quitté son quartier d'origine : Lamur, pour le centre-ville aux alentours de la Cathédrale. Il parle d'égal à égal avec des personnalités qui ont un rayonnement national tels Dr Ahmed Francis, Cheikh Ibrahim ou Boumendjel, Hocine Lahouel ou Benyoucef Benkhedda.

Ces déplacements successifs dans les formations politiques tiennent d'un esprit libre et d'un refus du sectarisme. Ce sont les développements de la réalité politique qui dictent sa conduite sous l'exigence de la lucidité et de la critique. A aucun moment de son histoire, il ne se constitue une base sociale ou une clientèle pour négocier une position dominante ou un mandat électoral. Il y a chez lui comme une volonté — jamais avouée comme telle — de réussir une carrière politique sans concessions et donc sans l'apport des autres. Sa passion jamais assouvie de lire les biographies des «hommes qui ont engendré les grandes époques» — la formule est de lui — n'est pas entamée, même si aujourd'hui il ne lui apporte que le plaisir de l'esprit. Cet individualisme pugnace n'est pas celui des solitaires ; il

L'intrusion du commandant Moussa au sommet de la hiérarchie du pouvoir peut tonner parce qu'il n'a pas appartenu au sillon de l'état-major de Boumediene et n'a pas gravité non plus dans les sphères du GPRA. Mohamed Ben Ahmed est porteur d'une conduite politique basée sur des principes de collégialité, de démocratie et de modernité.

est un principe philosophique et un mode d'existence. Il opte sans nuance ni précaution pour le libéralisme à une époque où le socialisme spécifique était le credo des dirigeants algériens : Ben Bella (1962-1965) et Boumediene (1965-1978). Mohamed Ben Ahmed et Souiyah Houari ne sont pas au secret des préparatifs du 1^{er} Novembre. Les dirigeants oranais de l'OS sont en prison, en exil ou en clandestinité, quelque part en Algérie.

Après Novembre 1954, il participe avec Souiyah et d'autres à l'organisation du réseau Claude dans la ville en même temps qu'il amorce la naissance d'un mouvement contre la guerre et pour la négociation avec ceux qui sont dans les maquis.

Le mouvement nommé Fraternité algérienne est fondé sur un manifeste que signent des personnalités de la ville d'origine algérienne et française : israéliens, libéraux, religieux, des humanistes. 200 signatures sont récoltées et publiées dans *Oran Républicain*. En novembre 1955, ce mouvement prenait exemple sur Consciences maghrébines que présidait à Alger, le professeur André Mandouze. Toute la mosaïque ethnique, religieuse, idéologique et professionnelle est représentée dans le Manifeste oranais : docteur Duran, socialiste, Jacques Cougniot, chirurgien, Roger Ferro, ancien résistant et compagnons de Vercors, Jean Cohen,

professeur, Abdelkader Safir, communiste, Souiyah Houari (MTLD), Kettar Abdelkader, commerçant (UDMA), Léonce Duchemin, religieux, Mahdad, professeur, Bensmaïne, médecin, Jean Chaffin, mécanicien, maître Thuveny, avocat, Claire et Albert Martinez, instituteurs, Paul Bouaziz, avocat communiste, Tayeb El Mehdi, chef religieux. Ce dernier est le frère de Zeddour El Kaçem, jeune intellectuel arrêté le 6 novembre 1954 et mort sous la torture dans les locaux de la DST à Alger quelques jours plus tard. Le 6 février 1956, c'est Mohamed Ben Ahmed qui est mandaté par le collectif pour présenter le document à Guy Mollet, président du conseil, alors en visite peu glorieuse à Alger. Cette initiative, qui n'avait pas obtenu l'aval de la direction du FLN, sera sévèrement condamnée et la condamnation s'adresse en particulier à M. Ben Ahmed, par Abane Ramdane. Il est à noter que le Manifeste conçu et diffusé après l'insurrection du 20 août 1955 dans le Nord constantinois est d'une lucidité que n'égale que son courage.

Il se situe dans le droit fil de la proclamation du 1^{er} Novembre 1954 qui s'adresse, rappelons-nous, non seulement aux Algériens mais aussi à la communauté européenne. Il faudra attendre 1956 pour que des positions de ce genre soient avancées par des intellectuels français initiées d'abord par l'abbé Kerlan, Robert Barrat, Francis Jeanson... Ce dernier franchit le Rubicon et met en place une organisation de soutien au FLN. L'intention implicite de Mohamed Ben Ahmed et des principaux signataires est de créer un mouvement d'opinion chez la population européenne et juive pour l'arrêt de la guerre et la négociation avec ceux qui se battent.

Le FLN n'est pas nommé désigné, mais ce sont quelques-unes de ses idées qui sont reprises par les signataires pour assurer un maximum de possibilités à une paix civile entre les communautés. Nous ne sommes qu'à quelques semaines des pouvoirs spéciaux votés à Robert Lacoste et à la généralisation de la guerre, de la répression et de la torture. Le 16 avril 1956, Souiyah Houari et Mohamed Sebaâ sont arrêtés. Le réseau Claude est démantelé. Mohamed Ben Ahmed quitte la ville et s'engage dans le maquis après un long trajet qui le conduit d'abord à Figuig, au Maroc, où il se met à la disposition d'un jeune officier de l'ALN, adjoint de Boussouf, commandant en chef de la Zone V. Il s'agit de Lotfi, alors âgé de 22 ans, jeune homme sévère, peu communicatif et doué d'un sens aigu de la discipline et de l'organisation. Il a fait ses premières armes dans le Sud oranais où il a coordonné les maquis de quatre secteurs. Il est dévoué à Boussouf qui en fait l'un de ses adjoints.

Mohamed Ben Ahmed se propose de revenir à Oran pour réorganiser les réseaux FLN et apprend avec surprise que c'est à Hadj Ben Alla qu'est revenue cette mission. La surprise est d'autant plus grande qu'il imaginait Ben Alla membre de l'état-major de la Zone II. Lotfi confie à Mohamed Ben Ahmed le poste de commissaire politique de la région de Gélyville sous le pseudonyme de «Mourad».

La mission est double : harceler les postes militaires et regrouper les maquis isolés et les francs-tireurs. Le commandant Mourad s'implante solidement sur un vaste territoire avec des hommes qui

connaissent parfaitement ce terrain, tels El Aidouni, Amari, Bouchrit Moulay Brahim. Ils deviendront tous officiers de l'ALN. Les opérations du commando se multiplient et se prolongent à tel point qu'elles font la une du quotidien *Le Monde* qui publie, entre les 5 et 13 juin 1957, des numéros successifs sur l'enquête faite par le journaliste Jean-François Chauvel. Ce reportage intitulé : «Un mois dans l'Ouest et le Sud algériens» souligne l'efficacité et la mobilité du commando vainement poursuivi par les hommes du colonel Katz et du commandant Devigny qui à la tête d'une division, appuyée par l'aviation tentent d'accrocher frontalement et de réduire le bataillon de l'ALN qu'ils estiment formé de 600 hommes. Nous sommes en 1957, Mourad est bien identifié par les services français comme étant Mohamed Ben Ahmed, commerçant à Oran.

C'est à ce moment que sa fille Fatima Zohra est froidement abattue en nouvelle-ville. En 1959, Mourad quitte les maquis après avoir participé à la réorganisation de la Wilaya VI où des maquis isolés ou d'obédience messaliste freinaient ou empêchaient le contrôle du Comité de coordination et d'exécution (CCE) de s'exercer sur ce territoire. Il fait jonction avec le commandant Azzedine dépêché par la wilaya IV pour ramener la wilaya isolée sous le contrôle du FLN. La nomination du colonel Haoues à la tête de cette wilaya règle la question après de traïques règlements de compte, de subversion et d'assassinats de maquisards ou de chefs dus à des pénétrations de traîtres ou à des raisons claniques. En 1959, «Mourad» devenu commandant Moussa quitte le maquis pour rejoindre les armées de l'ALN aux frontières de Tunisie et du Maroc.

LE RETOUR DU POLITIQUE

Entre 1956 et 1959, la guerre de Libération nationale entre dans sa phase décisive. Les «historiques» sont morts ou arrêtés, ou assassinés comme Abane Ramdane. L'ALN est devenue en son état-major le lieu central du pouvoir au détriment du CPRA et même du GNRA, considéré dans les textes comme l'instance suprême de la révolution. Le général de Gaulle a ouvert une brèche, le 16 septembre 1959, avec son idée «Algérie algérienne». Mais ce qui est important à souligner, c'est que l'essentiel de l'ALN, des chefs politiques, militaires et civils est à l'extérieur de l'Algérie.

Le commandant Moussa considère que la stratégie française de verrouillage des frontières marocaine et tunisienne a permis au FLN de se doter d'une armée moderne dans son équipement et dans son organisation.

Cette force armée de plus de trente mille hommes stationnés aux frontières ouest et est est un obstacle majeur à toute victoire militaire française. Les implications politiques ultérieures sur la formation de l'Etat national algérien induisent directement la suprématie du militaire sur le politique. L'ALN a restructuré le FLN dans sa propre logique en faisant son instrument et non pas l'inverse. La crise ouverte dès 1956 à l'intérieur du CCE entre Abane Ramdane et Krim Belkacem n'est pas réglée par l'élimination du premier idéologue du FLN mais sera reportée et amplifiée entre l'état-major et le GPRA.

•••